

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

Départements et Alsace-Lorraine, chez les Libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, A Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 35, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les Libraires.

APRES BOURSE

QUATRE HEURES

3 0/0	81 15	Hausse
3 0/0 amortiss. ..	82 90	Baisse
4 1/2 0/0 1883 ..	109 05	»
Cons. anglais ..	100 3/16	»
Italie	95 45	»
Flor. autric. (ouv.)	89 3/4	»
Ext. nouv. 57 13/16	»	»
Egypte 6 0/0 ..	333 75	»
Ch. Egyptiens ..	455	»
Turc 4 0/0 (nouv.)	17	»
Banque ottomane	541 25	»

PARIS, 27 AOUT

DERNIÈRES NOUVELLES

L'AMIRAL COURBET

Salins d'Hyères, 26 août, 9 h. matin.
Le service religieux célébré à bord du *Bayard* a été terminé vers 8 h. 3/4.

Tout l'équipage était sur le pont ou dans les batteries, de même que sur les autres navires.

Un silence profond et recueilli régnait à bord.

L'abbé Rogel, l'annoncier du bord, qui a célébré le service, est venu ensuite dire la prière des morts sur le corps de l'amiral Courbet, puis l'amiral Duperrey, avant de prendre le commandement du *Bayard*.

La prière a été lue par le capitaine de vaisseau, et l'amiral Duperrey, qui a été placé à la tête du cortège, a prononcé quelques paroles. Il a rappelé les hauts faits du défunt et lui a adressé un adieu en termes émus.

Tous les officiers et marins ont défilé ensuite devant le corps.

La bière a été enlevée par dix hommes et déposée dans le canon de l'amiral. A ce moment, la compagnie de débarquement du *Bayard* a tiré trois salves de ravissement.

Le canon à vapeur du *Bayard* a pris à la remorque le canon funéraire. Les canots des amiraux et des commandants des bâtiments, ainsi que ceux de quelques autres officiers, se sont formés en deux lignes à droite et à gauche du canon du *Bayard*, et le cortège, au bruit de l'artillerie, s'est dirigé vers la terre. Le spectacle était des plus imposants.

Salins d'Hyères, 26 août, 10 h. 30.
Le canon, contenant le cercueil à débarqué à 9 h. 20.

En six minutes, il a été placé sur le char funéraire, et le cortège s'est ensuite mis en route.

Les amiraux de l'escadre, les délégués du ministre, ainsi que de nombreux officiers, venaient derrière le char, traîné par six chevaux d'artillerie.

La musique du *Colbert* jouait une marche funéraire.

Un dernier moment, on a apporté une couronne immense, surmontée d'une aigrette blanche, offerte par la marine de Toulon, et une couronne offerte par la garnison de cette ville.

L'amiral Krantz, portant le cordon de la Légion d'honneur, attendait à l'entrée du quai de débarquement de la gare, entouré de son état-major, des amiraux Beau et Boisjoly, du général Lonclès, du préfet du Var et de M. Maurel, député.

Au moment où le cercueil est arrivé sur le quai, les troupes ont rendu les honneurs militaires.

Le char funéraire s'est placé devant le fourgon, et l'amiral Krantz, s'avançant, a prononcé un discours dans lequel il a passé en revue la brillante carrière militaire de l'amiral Courbet.

L'amiral Krantz dit en terminant :
« Ouil Courbet, tu as fait ton devoir, tout ton devoir ! Tu as vaillamment servi le pays, et ton nom sera impérissable dans le corps de la marine que tu as honoré. »

Q. et ces cendres reposent en paix dans la terre de France, et que ton âme jouisse du bonheur éternel : c'est le vœu d'un de tes vieux amis, de tes camarades, c'est celui de tous les officiers qui t'ont connu, de ces soldats et de ces marins auxquels tu as si souvent montré le chemin de l'honneur et donné l'exemple de tous les courages. Adieu ! »

Le général Lonclès a pris ensuite la parole et dit que l'armée de terre était heureuse de servir sous les ordres de l'amiral Courbet.

Le maire d'Hyères, au nom de la population, a salué la dépouille du grand amiral.

A dix heures, le cercueil est parti dans le fourgon.

INTÉRIEUR

Marseille, 26 août.

Le conseil général, sur la proposition de M. Guibert, a adopté à l'unanimité un vœu tendant à demander au gouvernement d'allouer un crédit de 500,000 francs, pour être répartis entre les divers centres d'identité, à cause de l'insuffisance des ressources et en regard aux sacrifices déjà faits par Marseille et par les autres municipalités du département.

Alger, 26 août.

Le croiseur le *Vaudreuil*, venant de Lorient est arrivé à Alger.

Le *Parosel* a repris la mer ce matin, à destination de Lorient.

EXTÉRIEUR

Londres, 26 août.

Sir Henry Holland, secrétaire de la Trésorerie, est nommé vice-président du conseil d'industrialisation.

D'après le *Daily News*, les concessions du cabinet de Saint-Petersbourg, en ce qui concerne la question algérienne, n'auraient pas été définitivement acceptées : lord R. Churchill aurait insisté sur la nécessité de télégraphier les propositions russes à lord Dufferin et au colonel Ridgway, par lesquels elles seraient probablement soumises à l'Empire.

La réponse à ce télégramme ne saurait être reçue avant une semaine au plus (dit-on), et elle pourra donner lieu de nouvelles discussions.

LA PATRIE

Madrid, 26 août.

L'agence Fabra dit : La réponse de l'Allemagne ne satisfait pas l'opinion ; elle est trouvée vague et obscure en ce qui concerne le fait de l'occupation et l'évacuation des Carolines dans le cas où l'occupation serait consommée.

Les Espagnols ayant toujours cru être les maîtres des Carolines, la seule satisfaction qui leur semblerait suffisante serait la renonciation de l'Allemagne à ses projets.

L'irritation continue ici ; on juge que l'occupation des îles n'intéresse que quelques négociants de Hambourg, et non la généralité des Allemands.

INFORMATIONS

Il paraît que M. Allain-Targé trouve tant soit peu optimistes les rapports qui lui sont adressés par les préfets au sujet de la période électorale.

S'il fallait en croire ces messieurs, presque partout l'accord serait le point de départ entre les candidats républicains.

Cette assertion étant la plus souvent le contraire absolu de la vérité, le ministre de l'intérieur vient d'invoquer de nouveaux les préfets à le renseigner « le plus exactement possible ».

M. Allain-Targé est bien naïf s'il croit que cette nouvelle injonction, aura plus de succès que les précédentes.

Le ministre de l'instruction publique vient d'adresser aux préfets une circulaire pour les inviter à abréger autant que possible les délais qui s'écoulaient entre le jour où les instituteurs et institutrices cessent leurs fonctions et l'époque où est pris l'arrêté qui les met à la retraite.

Ce délai est parfois de plusieurs mois ; pendant ce temps, ces fonctionnaires, dont la situation de fortune est en général très précaire, se trouvent dans une position voisine de l'indigence.

Pour qu'il n'en soit plus désormais ainsi, il a été décidé que les instituteurs ou institutrices à la veille d'être mis à la retraite conserveraient leurs fonctions jusqu'au jour de la notification de l'arrêté liquidant la pension.

C'est là une amélioration qui aurait dû être réalisée depuis longtemps déjà.

AVIS AUX ÉLECTEURS

La concurrence étrangère

Le gouvernement actuel ne se borne pas à faire peser sur l'agriculture et sur l'industrie nationales des impositions vraiment exorbitantes, il favorise en outre chaque jour, par ses commandes et par ses achats, l'agriculture et l'industrie étrangères.

Tout récemment, une administration publique mettait en adjudication, dans un de nos principaux ports, des fournitures considérables de blé d'Amérique.

On connaît, d'autre part, les fameux procédés de l'administration des chemins de fer de l'Etat, qui trop souvent s'approvisionne en combustible et en matériel hors de France.

Ainsi, le gouvernement de la République et les pouvoirs officiels se servent, pour faire concurrence aux agriculteurs et aux industriels français, des ressources que leur procure le budget et de l'argent même des contribuables.

Ces électeurs des campagnes et aussi ceux des villes feront bien de s'en souvenir au jour du scrutin.

C'est sur le centre gauche, en ce moment, que l'opportunisme épanche sa mauvaise humeur. Comme les affaires du grand U vont de mal en pis, la République française n'hésite pas à s'en prendre au groupe précurseur. De quel fielle elle assaillonne ses reproches, on le devine aisément : la commerce de la Chaussée d'Antin a de tout temps été acariâtre. Personne ne s'entend mieux qu'elle à dire des choses désagréables. Quant aux raisons qu'elle met en avant, bonnes ou mauvaises, elles sont ce qu'elles peuvent et viennent comme le dépit les pousse.

Voici, par exemple, ce que dit la République française à l'adresse des membres du centre gauche qui ont signalé la prétention de la majorité de leur fermer les portes de la République : « La République, dit-elle, est et restera toujours ouverte à quiconque veut servir sa cause. M. Ferry lui-même ne tournerait pas mieux le dos à la vérité. »

Est-ce donc un gouvernement ouvert au centre gauche que celui qui, depuis quatre ans, s'est débarrassé de tous les hommes politiques de ce même centre gauche, et qui n'a pas seulement éloigné des grandes places les représentants de la République modérée, mais, sous prétexte d'épuration, les a encore expulsés des emplois plus modestes, à la suite des conservateurs ?

Que fallait-il au centre gauche pour rester en grâce ? La République daigne l'indiquer : il fallait ne pas se séparer de M. Jules Ferry quand il proposa jadis l'article 7, lui faire courtoisie ensuite en toutes circonstances, et marcher servilement dans les sentiers de l'opportunisme. En un mot, le crime du centre gauche, c'est d'avoir tenté de continuer à vivre, de n'avoir point voulu se laisser absorber par les groupes dévorants qui errent aux flancs de la Montagne ; c'est enfin d'avoir refusé de suivre le régime actuel jusqu'au fût rouge où l'attend la culbute.

Le centre gauche a fondé la République (ce dont on ne saurait lui faire compliment), et pour prix d'un tel service, il n'a reçu d'elle que rebuffades et outrages.

ges : il ose protester et on l'appelle ingrat ; on va même au besoin jusqu'à l'accuser de trahir.

Vous repoussez avec horreur, lui crie-t-on, tous les progrès républicains ! En vérité, le centre gauche a bien raison de repousser des progrès qui consistent à mener la France au Tong-King et au socialisme.

Du reste, il croit encore à la République, et il attend, avec une foi que les déceptions n'ont pas tout à fait découragée partout, l'accomplissement de cette prophétie : La République sera conservatrice ou ne sera pas.

L'expérience continuant pour lui, on ne saurait donc le blâmer de se séparer des opportunistes, et même, s'il faut tout dire, nous croyons qu'il sera dans son rôle, en profitant des élections pour réclamer les bénéfices de son autonomie.

Comme nous l'avons dit dans plusieurs circonstances, notre pensée est qu'il y aurait avantage à ce que chaque parti se présentât isolément et séparément aux électeurs. Il semble, en effet, que dans le système d'a listes d'ordre composite, le peuple aira plus de difficultés à reconnaître les siens. Si, en conséquence, le centre gauche estime qu'il est encore un parti, nous le verrions sans déplaisir dresser des listes qui lui soient propres. La multiplicité des listes ne peut, en effet, qu'être favorable à la sincérité du scrutin, parce qu'il en résulterait, au premier tour, des désignations de candidats faites directement par le suffrage universel, pour le scrutin de ballottage.

OUVERTURE DE LA CHASSE

Certains journaux, conservateurs ou intransigeants, insinuent que le gouvernement a déjà commencé la chasse à l'électeur ; que la corruption et l'intimidation administratives se promènent déjà de village en village, comme deux gendarmes, le jour de l'ouverture ; que les fonctionnaires de tout ordre essayent leurs armes, entraînent leurs chiens, éplaisent leur cartouchière, et que jamais on n'aura vu le gibier électoral poursuivi, traqué, forcé avec un tel entrain.

Nous ne saurions approuver ces excès de polémique. Si, par hasard, nous nous étions, par mégarde, associés, nous en ferions notre *med culpa*. Même contre ceux qui la manient volontiers, la calomnie n'est pas permise. Or, les journaux qui prétendent au gouvernement des intentions le calomnient certainement.

Ils ne connaissent donc pas leurs classiques ? Ils ne savent donc pas quels sont, à cet égard, les doctrines, les convictions, les engagements des deux plus hauts personnages de l'Etat ? Ils ne se rappellent donc pas les discours politiques de M. le président du conseil et de M. le président de la République : ce qui n'exigerait d'eux, cependant, qu'un faible effort de mémoire, car le recueil est si riche ? Ils ne savent donc pas qu'en s'installant au ministère, M. Brisson fit la déclaration suivante :

La parole sera bientôt au pays. Nous mettrons notre honneur à assurer des élections libres, loyales et sincères. Plus cette manifestation du suffrage universel sera spontanée et indépendante, plus la République en sera fortifiée, etc.

Ils ne savent donc pas que, quelques mois avant l'avenement de la République, M. Grévy, contestant au ministère Olivier même le droit inoffensif d'indiquer sa sympathie platonique pour tel ou tel candidat, disait à la tribune du Corps législatif :

Toujours restera-t-il que, par la candidature adoptive, le gouvernement intervient dans l'élection pour exercer une influence sur le choix des électeurs. Or, c'est un droit qui ne lui appartient pas : le gouvernement n'a le droit de s'ingérer dans les élections sous aucune forme, dans aucune mesure, d'aucune manière ; ce droit, je le dénie, je le conteste de la façon la plus radicale et la plus absolue.

Mais ce qu'ils savent, parce que nul ne l'ignore, c'est que M. le président de la République et M. le président du conseil sont deux hommes graves, deux hommes austères qui ont, pour ainsi dire, fait de l'austérité leur carrière — une carrière assez lucrative, d'ailleurs.

Ce qu'ils devraient savoir, c'est que M. Grévy s'est montré particulièrement sévère pour les politiciens sans conscience qui transigent avec les principes, et qu'en 1849 il leur adressait cette dure leçon :

S'il était vrai qu'il fallût, pour gouverner la France, faire ce que vous avez tout reproché aux gouvernements que vous avez combattus, d'émouvoir tous vos discours, fouler aux pieds toutes vos doctrines, vous devriez laisser à d'autres cette triste tâche et ne pas donner à la France le spectacle affligeant d'hommes politiques désertant au pouvoir les principes qu'ils ont arborés dans l'opposition.

Depuis trente ans, toujours le même spectacle : les hommes politiques changent de langage et de conduite en changeant de position. Et vous vous demandez pourquoi l'esprit public s'égare, pourquoi le peuple n'a foi ni dans les hommes ni dans les principes, pourquoi le scepticisme et le découragement le gagnent ? Quelle vertu civique résisterait à ce spectacle démorallisant ?

Comment pourrait-on supposer qu'un gouvernement à la tête duquel se trouvent M. Brisson et M. Grévy voudrait donner à son tour ce spectacle démorallisant, en faisant « ce qu'il a tant reproché » aux

autres, en intervenant dans la lutte électorale, comme on lui en attribue perfidement l'intention ? Ne serait-ce pas l'insulter que de l'admettre un instant.

Nous engageons donc les électeurs à se délier de tout individu, se disant fonctionnaire, prétendant agir en vertu d'instructions de l'autorité supérieure, qui oserait leur donner même un conseil.

A ces individus, prenant évidemment une qualité qu'ils n'ont pas, ils devraient répondre sans hésitation : « Vous voulez influencer mon vote et vous prétendez représenter un gouvernement qui s'est engagé solennellement à respecter mon indépendance ; vous êtes un imposteur. Vous voulez déshonorer M. Brisson qui a mis « son honneur » à ne point intervenir dans les élections. Vous voulez renverser M. Grévy, qui a déclaré qu'un honnête homme devait quitter le pouvoir plutôt que d'y pratiquer un système qu'il avait blâmé dans l'opposition. Je vais vous dénoncer à M. Brisson, je vais vous dénoncer à M. Grévy. Vous violez leur serment en me parlant comme vous faites. Je le tiens, moi, en vous envoyant promener. »

Que si le prétendu fonctionnaire ne voulait pas aller se promener, s'il payait d'audace, disant qu'on lui manque de respect, parlant d'en appeler à la justice, que l'électeur ne se trouble pas. Il n'aurait rien à craindre.

Est-ce qu'un tribunal, si épuré qu'on le suppose, pourrait le condamner pour avoir soutenu les principes de nos gouvernants et défendu leur honneur ?

Est-ce que pour être acquitté, il ne lui suffirait pas de lire aux juges les pages que nous venons de rappeler ?

Compensons !

Nous avons dit que M. La Vieille, étant sûr de n'être pas réélu député, avait demandé et obtenu d'être nommé consul général à Panama, à titre de compensation ; voici maintenant que l'on annonce que le successeur de M. Pascal Duprat, comme ministre plénipotentiaire au Chili, sera un député opportuniste, absolument dans les conditions de M. La Vieille.

On murmure tout bas le nom de M. Charles Ferry, expulsé de la liste vosgienne, par son frère.

Ce qui fait dire à une feuille républicaine :

« Il ne faudrait pas que la diplomatie fût dorénavant considérée comme le refuge des blackboulés du suffrage universel. »

A la faute de français près, nous sommes de l'avis de notre confrère ; malheureusement l'expérience prouve chaque jour que toutes les fonctions — rétribuées bien entendu — toutes les sinécures, sont considérées comme le refuge légal de tous les blackboulés républicains, qu'il s'agisse de députés, de préfets, de ministres, de maires, etc.

Compensons ! compensons ! disent les ministres.

Si on leur fait envisager que pour être consul ou ministre plénipotentiaire, il faut posséder certaines connaissances spéciales, être actif, connaître la langue du pays, etc., ils répondent, sans doute à la rigueur : « Mais nous l'enverrons si loin qu'on ne s'apercevra de rien ; et puis nous lui devons une compensation. »

— Mais, il n'a rien fait pour le pays ?

— Eh bien ! il continuera.

LES GASPILLAGES DE LA RÉPUBLIQUE

Nous avons dit à la République française que rien ne serait plus facile de prouver, département par département, que le régime dont nous sommes affligés depuis quinze ans comme d'une lèpre hideuse n'avait été que le règne du gaspillage ; ce que nous avons dit, nous prétendons le démontrer.

Voyons, par exemple, la question de l'enseignement dit gratuit.

En 1875, le total des dépenses ordinaires à la charge des communes, des départements, de l'Etat ne dépassait pas 68 millions.

C'est-à-dire que l'éducation de chaque élève revenait à 17 fr. 83 par an et que la part contributive de chaque habitant était de 1 fr. 94.

A l'heure actuelle, les dépenses s'élèvent à 141 millions ; chaque élève coûte 26 fr. 50, et la part contributive de chaque habitant est de 3 fr. 54.

Eh ! mon Dieu, la raison en est bien simple.

En supprimant la rétribution scolaire, on n'a pas pu supprimer les frais d'enseignement : appointements des professeurs, constructions d'édifices, achats de matériel, etc., etc. Au contraire on les a augmentés dans une forte proportion.

Ces frais, il faut bien que quelqu'un les paye.

C'est l'Etat, c'est le département, c'est la commune. Parfait ! Mais l'Etat, le département, la commune, ne trouvent pas l'argent sous les choux. Ils sont bien obligés de le prendre quelque part.

Or, ce quelque part, c'est la poche des contribuables, notre poche à tous.

Autrefois la rétribution scolaire qui produisait environ 19 millions allégeait cette charge et comme elle n'était payée que par les riches (des 1876, 2 millions d'élèves, 50 0/0 du chiffre total, ne payaient rien) elle constituait pour la classe pauvre un véritable dégrèvement.

En proclamant bêtement le principe de la gratuité, dit avec raison le *Journal du Midi*, en triplant les dépenses de ce service public, on a donc, en réalité, ajouté à la misère des indigents.

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr. ; 6 mois, 27 fr. ; 3 mois, 13 fr. 50

— Le numéro, 15 centimes.

Départements : un an, 64 fr. ; 6 mois, 32 fr. ; 3 mois, 16 fr.

— Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.

Chez MM. Fauchey, Laflitte et Co

Place de la Bourse, 8

ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

qu'un deuil public pour le pays que lui et la marquise, née Villers-lafoye, ne quittaient guère depuis quelques années.

Hier, à la réunion des femmes politiques chez la citoyenne Barberousse, le secrétaire Jules Alix, le père des escarots sympathiques, a annoncé que Mme Adam refusait la candidature qui lui avait été offerte, par la lettre suivante :

Abbaye de Gif (Seine-et-Oise).

Monsieur J. Alix,

Si j'étais anglaise ou américaine, je pourrais accepter une candidature, parce qu'en Angleterre et en Amérique, beaucoup d'hommes admettent qu'on peut, sans danger, faire une place aux femmes dans l'administration des affaires publiques. Aussi les femmes de ces deux pays travaillent-elles avec le but loisible d'être, le moment venu, dignes du parti.

Il me semble que, chez nous, l'ambition vient, aux femmes, avant la recherche du mérite. J'ai pour principe de réforme qu'il faut d'abord exiger de ceux qui ont émané de la preuve que les revendications de leurs droits s'appuient sur la conscience de leur capacité, c'est-à-dire de leurs devoirs. Mes compliments, monsieur.

JULIETTE LAMBER.

(Mme Adam)

Nous engageons fortement les faroucs législateurs à méditer la lettre pleine de sens et de moralité de Mme Juliette Lamber.

Au moment où le nom de l'amiral Courbet retentit dans toute la France dans un écho patriotique, nous nous faisons un devoir de signaler un coquet petit volume qui vient de paraître chez l'éditeur E. Girard, et qui est écrit par un ami de la famille de l'illustre marin.

Ce petit volume, imprimé avec soin en caractères élzéviens, est bourré d'anecdotes et de faits inédits qui, puisés aux meilleures sources, éclairent d'un jour complet cette grande figure de l'amiral Courbet.

Ce livre se trouve à la Nouvelle Librairie parisienne, rue Drouot.

Depuis plusieurs mois, on constate chaque jour dans le square des Tuileries de nouvelles dégradations ; après la mutilation de la *Lois* en marbre du sculpteur Mathieu Mesurier, laquelle eut, il y a un mois, le nez brisé d'un coup de talon, vint celle du bronze de Cain, *Tigre égaré* par un alligator, dont la queue fut rompue par des rôdeurs et depuis été ressoudée.

Maintenant, il ne reste plus que trois ou quatre statues indennes ; toutes les autres ont un doigt ou une main brisés. Il y a trois jours, on a encore ramassé et remis au directeur des musées nationaux un énorme fragment provenant de l'un des groupes exposés dans ce square.

L'architecte du Louvre, M. Edmond Guillaume, n'a pu encore obtenir de faire clore ce square au moyen d'une grille, dont les frais d'achat et de pose n'entraîneraient pas une bien grosse dépense.

Espérons que l'administration se décidera enfin à faire protéger la propriété publique.

Avis aux contribuables :

Les rôles des droits de vérification des poids et mesures dans les quartiers des Halles, Arsenal, S. Bonneau, Faubourg du Roule, Saint-Germain, Porte-Saint-Martin, Roquette, Bercy, Salpêtrière et Maison-Blanche, Saint-Germain-Carrières, Villette et Pont-de-Flandre, rendus exécutoires le 19 du présent mois, sont publiés à la date de ce jour, 23 août 1885.

Les réclamations que les contribuables se croiraient en droit de former à fin de décharge ou de réduction des taxes qui leur ont été imposées devront, à peine de déchéance, être présentées dans le délai de trois mois, et, par conséquent, avant le 25 novembre prochain.

LES FUNÉRAILLES DE L'AMIRAL COURBET

Salins d'Hyères, 26 août.

A 11 heures et demie, l'amiral Duperrey, avec son état-major, se rendit à bord où il fut reçu et accompagné jusqu'à la chambre mortuaire par les commandants de Magret et Parryon. Le commandant de l'escadre, saisi d'une profonde émotion, ne put prononcer une parole et fondit en larmes.

A 2 heures et demie, le contre-amiral Railler vint à son tour et se recueillit quelques moments en face de ce cercueil.

De nombreux officiers des bâtiments de l'escadre vinrent embrasser leurs frères d'armes et il se passa plusieurs scènes touchantes : les héros de Shepp, MM. Gourdon, Duboc et Ravel, étaient très entourés.

Dans l'après-midi, on a monté à bord la couronne de l'équipage du *Bayard*, et elle a été placée à droite du cercueil. Tout l'équipage était présent sur le pont pour la recevoir.

Le groupe des officiers du *Bayard* et celui des quartiers-maîtres qui se sont signalés dans la campagne par des actions d'éclat ont été photographiés sur le pont. Parmi ces derniers, on remarque au premier rang Morel, décoré de la Légion d'honneur et de la médaille militaire — c'est lui qui, après un grand nombre d'actions brillantes, tua en dernier lieu huit Chinois, aux Pescadores — et un autre nommé Jalade, qui passa une nuit au milieu des Chinois à Kailung.

Le colonel Contrat-Polard, du 1^{er} hussards, cousin de l'amiral Courbet, s'est également rendu à bord.

L'équipage du *Bayard* est en parfait état de santé, mais cependant très fatigué par la longue traversée.

Durant toute la campagne, cinq de ses hommes ont été tués au feu, et vingt sont morts de maladies. Il y a eu vingt-cinq

blessés. Les officiers blessés ont été : MM. Ravel, Latour, Ratier et Diacre.

Sur 450 hommes composant l'équipage du *Bayard*, on compte 70 hommes seulement ayant fait partie de l'équipage au moment du départ de Brest; le reste a été rapatrié à la suite de congés ou de maladies.

La traversée s'est accomplie sans incidents notables. Le *Bayard* a fait escale à Singapour, à Mahé et à Aden. D'après les instructions de l'amiral Lespès, qui ne jugea pas possible que le navire fit la traversée directe de Colombo à Aden, le *Bayard* marcha tantôt à voiles et tantôt au charbon.

La longueur de la traversée et la température ont exercé une heureuse influence sur la santé de l'équipage, qui s'est remis ainsi des atteintes du mauvais climat de Formose.

Bien que le *Bayard* ait été très fatigué par la campagne de Formose, l'état du navire n'exigera pas de réparations considérables; c'est surtout sur les objets accessoires qu'il faudra porter, sauf pour les hélices qui devront être changées. Quelques mois seront nécessaires pour visiter et réparer les avaries du bâtiment. Les hommes obtiendront, à leur arrivée à Brest, un mois de congé.

Dans quelques jours, le *Bayard*, qui n'a plus que cinq jours de charbon, ira se ravitailler dans un port voisin, en Corse probablement, avant de faire route pour son port d'attache.

On se souvient des places où le *Bayard* fut touché par les projectiles ennemis. A Kélung, un obus entra dans le cabinet de travail de l'amiral Courbet, un autre à tribord, dans la chambre du docteur. A Kélung également, la chaudière reçut un obus qui la troua; au moment où ce projectile tomba, plusieurs officiers se trouvaient sur les passerelles; l'un d'eux fut blessé.

Il y a pas une affluence considérable de monde ce soir aux Salins; demain matin, la population des environs viendra assister au débarquement, mais il n'y aura pas de train supplémentaire.

Salins d'Hyères, 26 août, 8 h. 35 m.

Nous avons eu cette nuit un violent orage; la pluie et le tonnerre ont duré jusqu'à quatre heures du matin. En ce moment, le temps est beau.

La cérémonie a commencé à bord du *Bayard* à huit heures, ainsi qu'on l'avait annoncé; on lui donne le caractère le plus simple et le plus intime; aucun civil ne sera admis à bord aujourd'hui avant deux heures.

L'autel de campagne du bord est large de deux mètres; il a été monté ce matin sur le pont contre les parois de la chambre mortuaire et à gauche de la porte d'entrée. Une étoffe funèbre, noire et blanche, avec croix blanche, recouvre l'autel; au-dessus du tabernacle un Christ, et trois petits candélabres de chaque côté.

A sept heures et demie, l'amiral Duperré, le contre-amiral Ratier, ainsi que les commandants des bâtiments de l'escadre, accompagnés de nombreux officiers en épaulement, avec casquettes recouvertes d'une coiffe blanche, accostent le *Bayard* où ils sont reçus par l'état-major.

Ils prennent place sur des fauteuils placés devant l'autel.

Le cousin de l'amiral Courbet, M. Courbet-Poulard, s'assoit à côté d'eux; les autres officiers occupent des chaises en arrière.

Pendant ce temps, les compagnies de débarquement, composées de 1,200 hommes, en pantalons blancs et en vareuses, descendent à terre et prennent leurs places pour former la haie devant le passage du corps.

Le lieu de débarquement est au petit port Pothuan, à 300 mètres environ de la gare. Il fait partie du domaine de la Compagnie des Salins, l'embarcation, portant le corps, traverse le petit bassin et viendra accoster au garage des barques de la Compagnie.

Le char funèbre vient d'arriver. En voici une rapide description :

C'est une pièce de 12, sur laquelle on lit : *Le Zéphir*.

Un caisson, sur le devant de la pièce, est surmonté d'un plancher sur lequel glissera le corps.

Aux quatre coins, des trophées d'épées avec des drapeaux et des écussons portant les noms des batailles de la campagne de Chine.

Sur le caisson de devant, on a dressé un faisceau de fusils Gras, noué par un crêpe. Au milieu de ce faisceau est placé un tambour contre lequel se dressent des sabres et des haches d'abordage.

De chaque côté du caisson est un écusson surmonté d'une ancre et entouré de feuilles de chêne et de lauriers.

Au milieu de l'écusson se détache la lettre C, dorée, sur fond noir.

Salins d'Hyères, 26 août.

Voici la description des principales couronnes qui orneront le char funèbre de l'amiral Courbet :

La couronne offerte par l'équipage du *Canton*, le 14 juillet, est entourée d'un voile noir piqué de deux rosettes tricolores avec nœuds;

Celle des Français du Caire est remarquable; elle est composée de deux feuilles de chêne et de laurier en argent, reliées par un nœud tricolore; au milieu se trouve une plaque en argent sur laquelle sont gravés ces mots :

« Les Français du Caire à la mémoire de l'amiral Courbet, à bord du *Bayard*, à son retour en France, août 1885. »

La colonie de Port-Saïd a offert une grande couronne de perles noires et blanches; au milieu, une ancre formée par des roses artificielles.

L'une des couronnes offertes par les colonies de Suez et d'Ismaïlia est en pensées artificielles avec rubans en sole blanche et inscriptions en lettres d'or. L'autre est en velours vert, ornée de boules dorées et de crêpe retenu par un nœud tricolore.

A Bône, les hommages rendus à l'amiral Courbet ont été nombreux. La couronne des Alsaciens de la région de Bône est en immortelles; celle des dames de charité de la même ville, en feuilles de chêne d'or avec nœuds tricolores, et la couronne des officiers de la garnison de Bône en fleurs artificielles.

Le service pour les officiers et soldats des armées de terre et de mer morts au Tong-King, prescrit par la lettre de Son Eminence du 21 août, sera célébré, à Notre-Dame, samedi prochain, 29, à dix heures précises.

Dans places seront réservées dans la nef ou dans les tribunes, pour les familles des défunts et pour les membres de l'armée et de la marine. On ne sera admis dans l'enceinte réservée que sur la présentation d'une carte spéciale. Les cartes seront déli-

vrées jeudi et vendredi, soit au secrétariat de l'archevêché, soit à la sacristie de Notre-Dame. On devra, en demandant, justifier de la qualité qui donne droit à les obtenir.

Une lettre du maire d'Abbeville nous informe que la municipalité s'est vue forcée, à cause du peu de temps dont elle disposait pour les préparatifs, de retarder d'un jour la cérémonie qui est définitivement fixée au 1^{er} septembre.

Entrevue du Czar et de l'empereur d'Autriche

Kremser, 25 août.

L'empereur et l'archiduc héritier, portant l'uniforme russe et le collier de l'ordre de Saint-André, sont parvenus en voiture, à onze heures du matin, pour recevoir leurs hôtes russes à Huelin.

Le train impérial de Russie est arrivé dans cette dernière ville à onze heures et demie.

Du wagon, la czarine et la grande-duchesse Marie Paulowna ont salué l'empereur François-Joseph et l'archiduc Rodolphe d'un signe de tête amical.

Dès que le train a été arrêté, l'empereur et l'archiduc sont montés auprès de leurs hôtes, de sorte que les assistants n'ont pu être témoins des premières salutations.

Le train est immédiatement reparti pour Kremser où il est arrivé à midi.

L'impératrice d'Autriche et l'archiduc Charles-Louis, en uniforme russe, et portant le collier de l'ordre de Saint-André, attendaient sur le quai.

La musique militaire a joué l'hymne national russe.

Les deux impératrices se sont embrassées à deux reprises, pendant que le czar, revêtu de l'uniforme du régiment autrichien dont il est le colonel honoraire, et portant le collier de l'ordre de Saint-Étienne, sortait du wagon avec l'empereur d'Autriche, et passait en revue la garde d'honneur.

Les autres personnages des deux cours se sont salués avec la plus grande cordialité.

L'archiduc Charles-Louis a embrassé la czarine sur la joue et la grande-duchesse Marie Paulowna sur la main.

La présentation des dames des deux cours a eu lieu ensuite.

Le czar, aussitôt après avoir terminé l'inspection de la garde d'honneur, s'est avancé vers l'impératrice d'Autriche, a fait le salut militaire devant elle et lui a baisé la main.

L'empereur d'Autriche a présenté alors aux deux impératrices les commandants militaires de la province et du district, ainsi que le bourgmestre de Kremser.

La cérémonie de la réception a duré dix-huit à vingt minutes.

L'entrée au château a eu lieu en voiture à quatre chevaux attelés à la Daumont. Dans la première voiture se trouvaient les deux impératrices, suivies de la grande-duchesse Marie Paulowna, accompagnée de l'héritier du trône de Russie, le grand-duc Vladimir, en uniforme autrichien avec le grand cordon de l'ordre de Saint-Étienne, l'archiduc Rodolphe, l'archiduc Charles-Louis et le grand-duc George.

La foule a salué le cortège par des vivats. Les troupes formaient la haie sur tout le parcours. La voiture des deux souverains était précédée d'une autre voiture dans laquelle se trouvaient le gouverneur et le bourgmestre de la ville de Kremser.

A leur arrivée au château, leurs Majestés ont été reçues au pied du grand escalier par le prince de Hohenlohe-Hunyady et comte de Hohenlohe-Ingelfingen, les deux hauts fonctionnaires autrichiens qui ont été précédés d'un dévoué leur a été ensuite servi dans leurs appartements.

Les personnes de la suite des deux cours et les hauts fonctionnaires ont déjeuné à la table du maréchal du palais. Les autres fonctionnaires russes ont été servis à la table du contre-amiral.

M. Linger, conseiller du gouvernement, a porté, en l'honneur de leurs Majestés russes, un toast, auquel les Russes ont répondu par un hurrah en l'honneur de leurs Majestés autrichiennes.

L'empereur François-Joseph a nommé le grand-duc héritier de Russie colonel honoraire d'un régiment de uhlans.

Pendant le dîner de la cour, qui a eu lieu à six heures, la musique du régiment Alexandre a donné un concert dans le jardin du château.

Le dîner a été servi dans la vaisselle d'or. La table impériale était composée de soixante-dix-huit couverts.

Les deux impératrices occupaient la place d'honneur.

L'impératrice de Russie était assise à droite; puis venaient l'empereur d'Autriche, la grande-duchesse Marie-Paulowna, l'archiduc Charles-Louis et le grand-duc George.

À la gauche de l'impératrice d'Autriche avaient pris place : le czar, l'archiduc Rodolphe, le grand-duc héritier et le grand-duc Vladimir.

Aucun toast n'a été porté. Après le dîner, il y a eu cercle.

De huit heures à neuf heures et demie, leurs Majestés ont assisté à une représentation théâtrale; puis on a servi le thé, auquel ont été invités les artistes du théâtre de la cour.

Un souper aura lieu ce soir.

Demain matin à dix heures et demie, leurs Majestés se rendront à la chasse; un déjeuner sera servi dans un pavillon de chasse, à midi et demi.

Le soir, il y aura dîner.

L'empereur et l'impératrice de Russie repartiront à dix heures.

Kremser, 26 août.

La représentation théâtrale et le concert du quatuor Waldhorn ont eu le plus grand succès.

L'empereur d'Autriche, en uniforme russe, a conduit l'impératrice de Russie dans la salle de théâtre; l'impératrice d'Autriche a fait son entrée au bras du czar; enfin l'archiduc Charles-Louis donnait le bras à la grande-duchesse Vladimir. Le grand-duc Nicolas portait déjà l'uniforme du régiment de uhlans dont il venait d'être nommé chef honoraire.

LL. MM. et les princes étaient assis au premier rang; au second étaient placés M. de Giers, le comte Kalouky, le prince Lobanoff, le prince Woronzoff-Dasschikoff, le comte Taafé. En tout, le nombre des spectateurs était d'une centaine.

Les conviés de la cour recevront aujourd'hui des décorations russes.

La *Pall Mall Gazette* publie la lettre suivante qui a été adressée, le mois dernier, par O'Donovan Rossa à ses agents européens, dont l'un réside au Havre et l'autre à Anvers :

New-York, juillet 1885.

Cher monsieur et frère,

Il est de mon devoir de rappeler à votre souvenir une résolution adoptée, il y a plus de quatre mois, par une réunion de nos représentants sur le continent et d'après laquelle vous vous êtes engagés à redoubler d'efforts pour battre l'Angleterre à plate couture et pour porter la guerre sainte que nous lui faisons dans le camp même de l'ennemi.

Depuis cette époque, rien n'a été fait. Votre inaction est vivement désapprouvée par nos amis d'Amérique, et, quant aux explications du délégué que vous m'avez envoyé l'autre jour, je ne les considère pas comme satisfaisantes.

Vous avez assez de dynamite à votre disposition et vous devriez l'utiliser. Aujourd'hui je vous somme, au nom de notre alliance et de la fraternité, de commencer, au plus tôt, la campagne. Prenez l'ennemi à l'improvise, s'il est possible, et tuez-le.

Communiquez à nos amis la nouvelle que Redlin Mc Dermott est toujours parmi les vivants et que le bruit de sa mort n'était lancé par Jenkins qui pour cacher le lieu de retraite du traître. Toutefois, Mc Dermott ne pourra plus longtemps échapper à la vengeance de nos émigrés; une récompense de dix mille dollars est promise à celui d'entre eux qui l'exterminera.

J'espère apprendre sous peu par le câble que la lutte a recommencé, et je suis avec fraternité votre dévoué.

JER. O'DONOVAN ROSSA.

Le drapeau allemand sur une île française

Il paraît que nous avons failli avoir avec l'Allemagne un conflit analogue à celui qui met en ce moment l'Espagne en feu.

On nous assure, dit le *Matin*, que dans leur ardeur colonisatrice, les Allemands avaient arboré leur drapeau, dans le Pacifique, sur une petite île appartenant à la France.

Notre gouvernement, informé de ce fait, chargea immédiatement notre ambassadeur à Berlin de faire des représentations à la chancellerie; mais, au contraire de ce qui se passa pour les Carolines, nos réclamations ont été accueillies avec la plus favorable.

M. de Bismarck aurait même chargé M. de Hohenlohe de donner à M. de Freycinet les assurances les plus amicales sur ses bonnes dispositions à notre égard, et de lui dire qu'il avait ordonné de faire enlever le drapeau allemand arboré par erreur dans une possession française.

CHINE ET TONG-KING

Le ministre de la guerre a reçu du général de Courcy une nouvelle dépêche datée de Hanoi 24 août.

Le général fait connaître que l'épidémie cholérique est en voie de disparition.

Il existe un mieux sensible coincé nt avec l'abaissement de la température.

La citadelle de Than-Hoa a été occupée sans combat par cinq cents hommes d'infanterie de marine, à la tête desquels marchait le Tong-Doc de Than-Hoa.

Shang-Hai, 25 août.

On rapporte que M. James Hart, frère de sir Robert Hart, récemment nommé ministre d'Angleterre à Pékin, sera nommé inspecteur général des douanes chinoises.

Le conflit hispano-allemand

Les Allemands ont un aplomb qui rappelle celui de Bibbiquet, à propos de la fameuse malade de mémoire légendaire.

M. de Bismarck, jugeant les îles Carolines à sa convenance, s'est écrié : « Ces îles doivent être à nous ! »

M. le chancelier ne s'attendait pas aux réclamations de l'Espagne; il s'en étonne; mais comme il est bon prince, il consent à examiner le bien ou le mal fondé des protestations espagnoles.

— Voyons, dit-il, discutons; exposons nos prétentions réciproques, et si nous ne nous entendons pas, eh bien ! nous choisirons un arbitre.

En d'autres termes, l'Allemagne veut tout d'abord que l'Espagne reconnaisse que ses droits sont discutables. Puis elle ajoute que, dans tous les cas, elle ne comprend pas que l'Espagne ait vu dans cet acte une atteinte portée à sa souveraineté, et elle n'admet pas que les bons rapports qui ont toujours existé entre les deux monarchies puissent en souffrir !

Comment donc ! mais, au contraire, ces rapports ne peuvent que devenir plus intimes !

Il ne paraît pas que cette façon de faire de la diplomatie et de traiter la question du bien et du tien soit agréable aux Espagnols. La fièvre castillane ne saurait, en effet, s'accommoder de ces procédés de flibustiers, et les subir serait faire acte d'humiliation.

En attendant, le ministre de la marine a déclaré révoqués tous les congés accordés aux officiers de marine.

Au conseil des ministres tenu hier, sous la présidence du roi, lecture a été donnée d'un télégramme du gouvernement allemand, annonçant l'envoi d'une réponse rédigée en termes conciliants, et dans laquelle le gouvernement allemand exprime avant tout le désir que la question des Carolines n'exerce aucune influence sur la bonne amitié qui unit les deux nations.

Le cabinet est résolu à ne pas aller plus loin dans la voie des négociations, si l'Allemagne n'ordonne pas l'évacuation immédiate de l'île de l'archipel des Carolines occupée par elle.

Voici le texte de la réponse télégraphique de l'Allemagne à la protestation de l'Espagne :

Le ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berlin au ministre des affaires étrangères à Madrid :

Le ministre des affaires étrangères me communique ce qui suit :

Berlin, 24 août.

Lorsque le gouvernement de S. M. l'Empereur consentit à donner suite aux instances réitérées des sujets allemands faisant le commerce avec les Carolines pour obtenir le protectorat sur cet archipel, jamais il n'eut l'intention de préjudicier aux droits antérieurs.

D'après les documents qu'a recueillis le gouvernement allemand, il croit que les Carolines forment un territoire vacant; c'est pourquoi il prit la résolution annoncée, et il ne comprend pas que l'Espagne ait vu dans cet acte une atteinte portée à sa souveraineté; et, afin de prévenir jusqu'à l'apparence d'une semblable intention, le gouvernement allemand a avisé préalablement le gouvernement espagnol avant d'arborer son drapeau aux Carolines.

En même temps, il offrit d'examiner la question, et donna ses ordres aux bâtiments allemands en vue d'éviter toute espèce de conflit avec les forces espagnoles.

Le gouvernement allemand a absolument disposé à délibérer à l'égard des droits qu'exerce l'Espagne, en apportant dans cet examen les sentiments d'amitié dus aux bons rapports qui ont toujours existé entre les deux monarchies, rapports que le gouvernement allemand désire vivement augmenter et rendre plus intimes.

Au cas éventuel où cet examen n'aboutirait pas à un résultat satisfaisant par un accord mutuel, le gouvernement allemand est disposé à faire appel aux bons offices d'une puissance amie des deux pays.

Signé : HATZFELD.

On ne voit dans cette réponse qu'une façon de gagner du temps, afin de permettre à l'Allemagne de pouvoir donner une nouvelle variante de la fable : *La lice et sa compagne*.

LES CONSEILS GÉNÉRAUX

VIENNE. — Un incident a signalé l'une des dernières séances du conseil général; en voici le compte rendu d'après le *Courrier de la Vienne* :

À la suite de la lecture d'un autre rapport, relatif à la construction de maisons d'école, M. Fruchard posa à M. le préfet la question suivante :

« Quel compte M. le préfet croit-il devoir tenir des vœux émis par le conseil général ? C'est à quel quelquel valeur à ses yeux, ou bien pense-t-il qu'il n'a pas autrement à s'en préoccuper ? »

M. le préfet, pas rassuré du tout, dit qu'il ne lui est pas possible de répondre à une question aussi générale. Il n'entend pas faire une déclaration de principe.

C'est précisément ce que je voudrais, répliqua M. Fruchard, et je ne crois pas que cela soit inutile. Mais puisque M. le préfet me demande de préciser, je m'empresse de le satisfaire.

Il y a deux ans, le conseil général, sur la proposition de M. Lecoq, émit un vœu aux termes duquel l'administration, avant de songer à construire des écoles là où il existait déjà, doit en élever dans les communes qui en manquent.

Or, continue M. Fruchard, voici ce qui est arrivé pour la commune de Dissais. M. le préfet consulta le conseil municipal sur l'utilité d'une nouvelle école de filles. Le conseil, à l'unanimité, répondit que celle qui existait suffisait amplement et que pas d'autre réclamation ne lui avait été présentée à ce sujet.

M. le préfet n'objecta rien, mais un beau jour il informa le conseil que le ministre venait de décréter la construction d'une nouvelle école, à la suite d'un rapport de l'inspecteur primaire déclarant qu'il y avait urgence. Le conseil pria alors M. le préfet de lui faire connaître les motifs qui avaient fait prendre une semblable décision, et surtout les raisons invoquées par l'inspecteur primaire.

M. le préfet ne répondit rien, mais il daigna faire droit à cette dernière réclamation, bien qu'elle lui eût été renouvelée avec instance.

Eh bien, en agissant ainsi, non seulement M. le préfet est allé contre le vœu du conseil général, mais encore, et c'est ce que je tiens à faire ressortir, a manqué absolument de déférence vis-à-vis des représentants de la commune.

M. Demarçay rappela hier les principes d'une bonne démocratie, or, dans une bonne démocratie, on doit montrer plus de respect pour les élus du suffrage universel que ne croit devoir le faire M. le préfet.

Il est du devoir des dépositaires de l'autorité de tenir compte des vœux des populations. Le conseil municipal de Dissais a été nommé depuis longues années, et maintenant malgré tous les efforts de l'administration. On ne peut, par suite, prétendre qu'il ne représente pas l'opinion de la commune.

M. le préfet a donc absolument manqué de respect à l'égard des représentants du pays dont je défends les droits, et je proteste avec énergie contre les procédés dont il a usé et qu'il, je le répète, ne saurait être tolérés dans une bonne démocratie.

Ces paroles éloquentes, prononcées avec calme, mais d'une voix ferme, produisirent une vive impression sur le conseil général.

M. le préfet, tout rouge, prêt à éclater, dit qu'il ne pouvait poursuivre l'application de la loi, et que, si l'inspecteur primaire existait à Dissais était insuffisant pour 2,500 habitants.

M. Fruchard fit remarquer à M. le préfet qu'il ne connaît pas son département; la commune de Dissais compte en effet 1,200 habitants et non 2,500 comme il vient de le dire.

M. le préfet, reprenant, dit qu'il n'avait pas à fournir d'explications au conseil municipal, envers lequel il prétend n'avoir pas manqué d'égards. D'ailleurs, il a échangé avec M. le maire de Dissais une longue correspondance qui n'a pas cessé d'être courtoise.

M. le préfet, plus manqué qu'elle ne fat pas courtoise, s'écria M. de Soubeyran et faudra-t-il donc maintenant voter des citations à M. le préfet parce qu'il aura été poli envers un maire, et faut-il s'étonner que ce maire l'ait été envers lui ?

M. Guimbaud jugea à propos de se montrer.

Il mène pileuse du son préfet lui serre le cou et il demande que son passe à l'ordre du jour. « Tout cela ne nous regarde pas ! » crie-t-il avec colère.

Je vous demande bien pardon, répliqua M. de Soubeyran. Nous sommes ici pour protéger les droits de nos électeurs.

— Nous défendons les libertés communales, que vous violez sans cesse ! répliqua de son côté M. de Soubeyran.

Les interpellations se croisent; les amis de M. Guimbaud sont désolés de la bêtise que vient de dire le « Vénérable ». M. le président demande le silence et donne la parole à M. de Soubeyran.

Le conseiller général de Saint-Julien s'étonne de ce que M. Guimbaud ait voulu étouffer la discussion. La proposition de passer à l'ordre du jour faite au moment où un membre a la parole est contraire non seulement au règlement, mais aux usages parlementaires, et il faut être bien peu au courant des habitudes des assemblées pour l'avoir présentée.

M. Guimbaud, après avoir balbutié une explication, se retire sans position.

M. Hérault lui met aux voix : « La proposition est repoussée. En conséquence, la discussion continue. »

M. Demarçay demande la parole pour sauver la situation. Pour cela, il fait l'éloge de l'enseignement laïque et prétend que, pour sauvegarder la liberté de conscience, l'état doit imposer une école laïque dans ses communes où il n'y en a pas.

M. Fruchard répond que, puisqu'on a voulu poser la question sur ce terrain, il n'hésite pas à déclarer qu'il considère l'enseignement atterré comme des plus dangereux.

M. Nouveau-Dupin s'étonne d'entendre M. de Soubeyran, qui se plaie d'être libéral, soutenir que l'enseignement atterré est dangereux. Il n'est que de volontés des populations et ne doit pas hésiter même à compromettre les finances des communes.

M. de Soubeyran dit que, pour tirer M. le préfet d'un mauvais pas, M. Demarçay a fait habilement décaler la question. Il tient à ramener le débat sur le terrain où il avait été engagé, à savoir que M. le préfet a agi de la façon la plus autoritaire vis-à-vis de la commune de Dissais et qu'il n'a pas tenu compte du vœu émis par le conseil général. Et il dépose un ordre du jour rédigé à peu près en ces termes :

« Le conseil général exprime de nouveau le désir que l'administration départementale tienne compte, dans l'organisation des services de l'instruction publique, des besoins, des ressources et des vœux des populations et des communes. »

M. Demarçay dépose à son tour un ordre du jour ainsi conçu :

« Le conseil général approuve la mesure prise par M. le ministre. »

M. de Soubeyran demande la priorité pour son ordre du jour. Par 13 voix contre 12, le conseil n'accorde pas la priorité.

L'ordre du jour de M. Demarçay est ensuite voté par 13 voix contre 12.

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 26 AOUT

La température s'élève en France et en Finlande.

En France, des pluies orageuses sont signalées sur toutes les côtes; elles vont s'étendre à l'intérieur.

Hier, à Paris, le ciel a été beau dans la matinée, nuageux dans l'après-midi et la nuit.

